

# Le Premier ministre sait où loger les étudiants: au poste de police !

**L**A V<sup>e</sup> République a une conception très particulière des relations avec les syndicats et des réponses à donner aux revendications des travailleurs. C'est peut-être là son côté social...

On réquisitionne, on fait occuper les ateliers de la R.A.T.P. par la troupe et, depuis lundi 18, on arrête les dirigeants syndicaux.

Voici comment :

L'assemblée générale de l'U.N.E.F., réunie le samedi 17 et dimanche 18 février, après avoir adopté la décision de lancer une grande campagne revendicative sur le logement étudiant, avait délégué les présidents d'associations générales et le bureau de l'U.N.E.F. pour se rendre auprès du Premier ministre et lui exposer les revendications étudiantes. Une note du bureau de l'U.N.E.F., à l'intention de Pompidou, précisait :

« Il s'agit, en premier lieu, de prévoir des constructions universitaires et des logements suffisants pour que les futures rentrées universitaires ne soient pas encore plus catastrophiques qu'elles n'ont été jusqu'à ce jour... De même, pour éviter les augmentations de loyer sensibles à l'ensemble des étudiants (cité universitaire, logements en sous-location), nous avons proposé que soit étendu aux étudiants le bénéfice de l'allocation-logement... Cependant l'objet de notre manifestation de ce jour ne se limite pas aux problèmes matériels : nous voulons marquer notre volonté d'être écoutés par les Pouvoirs publics dans tous les domaines qui nous intéressent et que la loi nous a reconnus... »

Lundi, à 15 heures donc, les présidents d'associations générales et le bureau de l'U.N.E.F. (en tout une cinquantaine d'étudiants) prenaient, rue Soufflot, le car qui devait les conduire à l'Hôtel Matignon.

Arrivés rue de Varennes, les dirigeants de l'U.N.E.F. prenaient contact avec les spécialistes des problèmes étudiants de M. Pompidou : les agrégés de M. Papon. Palabres, poussées, contestations, puis conciliation de la part de ces messieurs. Roure, président de l'U.N.E.F., et deux responsables étaient autorisés à se rendre dans la salle d'attente de Matignon. Un gendarme les y accueillait (décidément le Premier ministre adore les uniformes...) et leur signifiait que l'on ne saurait les recevoir. Motif donné : aucune demande d'audience n'avait été formulée. A croire que les lettres se perdent car, depuis un mois, l'U.N.E.F. ne cesse de réclamer des audiences — sans succès.

Moins heureux auprès M. Pompidou que Gina Lollobrigida et les représentants du patronat, les trois émissaires retrouvaient les présidents d'A.G.E. retenus par les policiers à bonne distance de Matignon. Le président de l'U.N.E.F. tint alors une conférence de presse, exposant les motifs de la visite de l'U.N.E.F. et tirant les conclusions du refus opposé par le Premier ministre.

Puis tous reprirent le car et, suivant le conseil donné à Matignon de s'adresser « aux services du ministère de l'Education nationale », allèrent demander une audience au ministre Fouchet.

Deux cars de police suivaient celui de l'U.N.E.F. Le cortège s'arrêta devant le ministère. La police se fit alors plus brutale, autorisa à peine que les trois émissaires étudiants attendent, devant l'entrée du ministère, la réponse de M. Fouchet et refoula le reste de la délégation qui se réfugia dans la cour annexe du ministère.

La réponse de Fouchet vint, négative comme la précédente. Les policiers voulurent alors, invoquant un ordre de réquisition du ministre, chasser les délégués étudiants de la cour annexe du ministère. Bousculades, poussées, coups de poing, menaces ; Le Fauconnier, vice-président de l'U.N.E.F., est arrêté et poussé dans le car de police. Tous les présidents d'A.G.E. tentent de l'y suivre. Affolement des policiers qui n'acceptent que Roure. Tous deux sont emmenés au commissariat du VII<sup>e</sup> arrondissement.

L'audience est terminée. MM. Pompidou et Fouchet ont répondu à l'U.N.E.F.

La riposte des étudiants fut rapide et efficace. Une heure après cette arrestation, cinq cents étudiants manifestaient à l'appel de la F.G.E.L. devant le siège de l'U.N.E.F., aux cris de « Liberté syndicale », Fouchet, démission ! ».

Le lendemain, mardi 19 février, un meeting, organisé dans la cour de la Sorbonne, rassemblait plus de mille étudiants.

Les représentants de la C.G.T., de la C.F.T.C., du S.N.E.S. et du S.G.E.N. affirment leur solidarité avec l'U.N.E.F. et protestent contre cette atteinte à la liberté syndicale.

Leur visite à Matignon n'était pas, comme disait le cire-bottes d'Europe n° 1, Claude Terrien, un « chahut » étudiantin, mais la première des actions de cette grande campagne revendicative.

**Jacques-Arnaud Penent**